

LA LETTRE DU RISQUE CLIENTS

AU SOMMAIRE

DOSSIER

- **Se protéger des risques politiques à l'export** p1
- **Rebond des défaillances d'entreprises en 2012-2013** p5

Focus sur le 3^e baromètre export Euler Hermes p8

Se protéger des risques politiques à l'export

Dans un contexte économique durablement morose en Occident, les principaux facteurs de croissance se trouvent aujourd'hui hors zone euro. Mais si les opportunités d'affaires augmentent à l'export, les risques aussi.

Face à la résurgence des risques politiques et souverains, des assureurs proposent aux entreprises des solutions de couverture à moyen terme, permettant d'assurer leurs transactions et de protéger leurs actifs. Tour d'horizon.

Des opportunités d'affaires hors Europe

Pour les entreprises qui cherchent à se développer, les opportunités d'affaires sont à chercher hors des frontières européennes. Pour 2013, les prévisions de croissance s'élèvent à 0,4 % dans la zone euro contre 5,2 % hors OCDE. En dépit d'un léger apaisement des tensions financières, la situation de l'euro zone continue donc de se dégrader avec une crise de la demande et une forte augmentation des défaillances. Selon les prévisions d'Euler Hermes, les défaillances d'entreprises augmenteront en effet de + 17 % en 2012 et de + 11 % en 2013.

Mais si les pays émergents comptent désormais pour près de la moitié de la croissance mondiale, ils sont aussi les plus po-

litiquement risqués et ceux pour lesquels l'environnement des affaires manque de stabilité. L'importance du risque politique a fortement augmenté dans les pays émergents : Printemps arabe, guerres civiles, enjeux de l'eau, crise des matières premières, crise des liquidités, credit crunch, montée des protectionnismes commerciaux et financiers...

La crise économique et financière mondiale, la remise en cause de régimes établis depuis longtemps, l'inégalité de la répartition des richesses, les mouvements démocratiques spontanés, la complexification des processus de restructuration des dettes souveraines et leur niveau record, l'interdépendance entre les économies... sont aussi des facteurs d'accroissement du risque politique, pas seulement dans

les pays émergents. «Nous assistons à une résurgence du risque politique partout dans le monde et nous n'avions pas vu venir l'aspect social sous-jacent, constate Isabelle Girardet, directrice du département transactionnel cover d'Euler Hermes. L'exemple le plus flagrant vient du Printemps arabe qui avait ses racines dans le malaise social de certaines populations très impactées par l'explosion du prix des matières premières telles que l'eau, le pétrole, le riz, le soja et par l'inégalité de la répartition des richesses...». D'après des responsables de multinationales, le risque politique, l'instabilité macroéconomique et la faiblesse des institutions gouvernementales sont ainsi les défis les plus importants pour les investissements directs à l'étranger des trois prochaines années.

Risques assurables ou non

Toute la question pour une entreprise qui souhaite maintenir et développer ses flux d'affaires ou ses investissements à l'étranger reste de savoir ce qui peut être assuré ou non. Il se trouve que le risque politique résultant des événements du pays d'accueil ou de l'environnement international et affectant le fonctionnement des entreprises peut être couvert. Ce risque inclut les événements sui-

vants : restriction de transfert et de conversion, expropriation, interruption de contrats, non-respect des obligations financières souveraines, terrorisme, guerre, perturbations civiles, autres changements réglementaires néfastes. En revanche, les fluctuations de change, les litiges et pertes liées au non-respect des obligations par l'exportateur ou ses sous-traitants ne peuvent pas être couverts. «Certaines mesures gouvernementales pouvant engendrer une baisse de profit, comme par exemple la taxe sur les boissons énergisantes, ne sont pas non plus assurables», précise Isabelle Girardet.

Dans le détail, quels sont les périls politiques couverts par les assureurs pour les actifs détenus à l'étranger ?

Le risque de confiscation, qui entraîne la confiscation, l'expropriation ou la nationalisation des actifs, suite à une décision du gouvernement du pays étranger (Venezuela, Bolivie, Pérou, Turquie, Chine, etc.), peut être assuré. Le risque de dépossession, qui se réalise lorsque l'assuré est privé définitivement de la jouissance de tout ou partie de ses droits ou actifs au titre de son investissement dans l'entité étrangère (Libye, Russie, etc.), également. L'entreprise peut aussi voir son entité cesser son activité

ou être empêchée de fonctionner normalement suite à une modification discriminatoire de la législation du pays étranger relative à l'investissement, d'une guerre (civile ou étrangère), d'une révolution ou émeute (Côte d'Ivoire, Tunisie, Egypte, Libye, Syrie, etc.). «Un assureur peut ainsi couvrir la valeur d'un actif d'une entreprise dans son bilan ou sa valeur de remplacement, mais aussi le manque à gagner lors d'une interruption d'activité, souligne Isabelle Girardet. Cette assurance «business interruption» combinée à une garantie confiscation permet de protéger à la fois son compte de résultat et son bilan, du risque politique.»

Outre les dommages ou la destruction de biens matériels qui sont la propriété de l'entité étrangère, faisant suite à des événements de violence politique dans le pays hôte, une entreprise peut se couvrir contre l'impossibilité de transférer ses dividendes hors du pays ou de les convertir en euro ou en dollar (Argentine). «Ces assurances sont particulièrement intéressantes pour des distributeurs disposant de filiales ou de points de vente dans certains pays à risque», analyse Isabelle Girardet.

La discrimination sélective, l'abandon forcé, le non-respect d'une sentence arbitrale, le retrait ou l'annulation d'une licence d'exploitation sont d'autres risques politiques assurables (Inde, Venezuela, Bolivie, Indonésie). Une guerre, un embargo, une émeute ou tout acte ou décision du gouvernement qui empêche une livraison, entraîne l'annulation ou la suspension d'un contrat, peuvent enfin être couverts (Iran, Syrie, etc.).

Périls sur des acheteurs publics et privés

Au niveau des transactions commerciales, les assureurs distinguent les périls couverts sur des acheteurs publics de ceux portés sur des acheteurs privés :

– dans le premier cas figurent la résiliation unilatérale d'un contrat ou d'une transaction pour simple convenance et le non-respect des obligations contractuelles par l'acheteur. Une entreprise peut aussi se couvrir contre le risque qu'un acheteur public à l'étranger refuse de certifier les étapes du contrat, empêchant sa poursuite ou sa facturation, ou d'exécuter une sentence arbitrale en faveur de l'assuré, par exemple suite à un litige. Le non-paiement des sommes dues aux échéances convenues

ou la non-livraison des produits ou marchandises pour lesquels des acomptes ont été versés peuvent aussi être couverts. Cette couverture peut s'appliquer à des livraisons de biens d'équipement ou de matières premières (pétrole, coton, sucre) ;

– dans le cas de transactions commerciales avec des acheteurs privés, des assurances couvrent le risque d'insolvabilité si l'environnement des affaires entraîne la faillite indirecte ou la mise en difficulté de l'acheteur. De même la carence, c'est-à-dire le non-paiement continu par l'acheteur ou le défaut de la banque émettrice de respecter ses obligations de paiement en cas de paiement par lettre de crédit, peut être assurée, moyennant un délai de carence en général de six mois. Comme dans un marché public, le non-respect d'une décision arbitrale par l'acheteur ou la non-livraison des marchandises en cas d'acomptes versés, sont également assurables.

Assurances transactions et investissements à moyen terme

La majorité des risques politiques peut donc être couverte. «Les assureurs de ces risques sont des acteurs du secteur privé, tel Euler Hermes, qui ont une capacité de couverture en syndication qui va, au total, de 1 milliard à 1,7 milliard de dollars», précise Isabelle Girardet.

A la différence des assurances crédit court terme couvrant les créances à l'étranger, les assurances des risques politiques sont souscrites à moyen terme pour un contrat donné ou pour des actifs. Dans le premier cas, l'assurance risque acheteur unique est engagée pour la durée prévue au contrat de la transaction. Dans le second cas, elle couvre, sur une période donnée ou pluriannuelle, un ou plusieurs investissements à l'étranger, tels que des usines, des entrepôts, des magasins ou même des participations au capital de sociétés. Dans les deux cas, compte tenu des montants en jeu, les couvertures peuvent impliquer plusieurs assureurs en co assurance. «Plus on s'approche du point de livraison, plus on cumule les facteurs de risques, poursuit Isabelle Girardet. Si l'on sollicite un assureur dès l'appel d'offres, il est possible d'intégrer les coûts d'assurance dans les conditions tarifaires de la réponse et de prévoir la couverture dans son contrat. Et plus on y réfléchit en amont avec son assureur, plus on a de chances de minimiser son coût.»



Isabelle Girardet, directrice du département transactionnel cover d'Euler Hermes

Les solutions transactionnel cover d'Euler Hermes

Depuis 2011, le département transactionnel cover d'Euler Hermes offre des solutions de couverture sur mesure pour des risques uniques à court ou moyen terme (sept ans et 75 millions d'euros maximum).

Les couvertures export sont dédiées aux grandes entreprises actives dans les contrats clés en main ou des projets d'infrastructures, et des PME spécialisées dans la fabrication de biens d'équipement. Elles couvrent les risques d'interruption de contrat, de non-paiement, d'appel abusif des cautions pour les contrats de biens d'équipement, ainsi que le portefeuille de cautions de marché.

Les couvertures import/achat sont dédiées aux sociétés actives dans le négoce de matières premières et aux entreprises effectuant des prépaiements dans le cadre

de l'achat de biens d'équipement. Elles couvrent le défaut du fournisseur et le remboursement des acomptes versés.

Les couvertures de transactions adossées à des financements ou à des moyens de paiement bancaires concernent notamment la confirmation de lettres de crédit, des lettres de crédit import, des crédits acheteurs et crédits commerciaux, des préfinancements structurés de matières premières, etc.

Le département transactionnel cover d'Euler Hermes proposera prochainement des couvertures investissements aux entreprises ayant des actifs à l'étranger leur permettant de se protéger des risques de confiscation, d'expropriation, de nationalisation ou de dépossession, ainsi que des couvertures équipements mobiles. ■

La nouvelle donne du risque politique, marquée par de nombreux exemples de dépossession ou de confiscation d'actifs, d'interruptions d'activité, de ruptures de contrat, d'annulations ou de retraits de licence, entraîne une demande croissante de couvertures de transactions et d'investissements à l'étranger auprès des assureurs. Et parmi eux, ceux qui sont les mieux à même de conseiller et d'accompagner les entreprises sont ceux qui connaissent déjà bien les risques souve-

rains et les risques pays, à travers leur réseau mondial. «Aujourd'hui, il faut effectuer une analyse globale des risques et des études plus affinées de l'environnement des affaires, ciblant les secteurs, les investissements et les projets sur le terrain, conclut Isabelle Girardet. L'interdépendance des économies fait aussi que le risque survient parfois là où on ne s'y attend pas. C'est l'effet domino du risque politique qui implique une vigilance accrue et une couverture adaptée.» ■

Typologie des risques

Risque souverain : c'est le risque qu'un Etat fasse défaut de paiement sur sa dette à un instant donné, soit qu'il en soit incapable ou qu'il ne souhaite pas faire face à ses obligations.

Risque pays : ce risque complexe, évolutif et polymorphe se matérialise dans un contexte économique et politique d'un pays à risque. Il englobe l'ensemble des aléas qui peuvent affecter un investisseur industriel ou financier, un banquier, un commerçant, dans le traitement de son activité.

Risque de contrepartie : c'est le risque pour le créancier de perdre définitivement sa créance même si le débiteur, après liquidation de ses avoirs, ne peut rembourser la totalité de ses engagements.

Risque économique et financier : ce risque affecte les flux financiers. Il englobe les menaces relevant de la sphère économique ou des risques naturels.

Risque politique et social : c'est le risque de perturbation affectant le fonctionnement des entreprises et résultant du contexte politique et des événements du pays d'accueil ou de l'environnement international. ■

La tendance mondiale au rebond des défaillances d'entreprises observée en 2012 se prolongerait sur 2013

Selon Euler Hermes, après une année 2012 en retrait pour la deuxième année consécutive avec une croissance mondiale de + 2,5 %, celle-ci ne marquerait qu'une reprise modérée en 2013 à + 2,8 %. Les pays développés n'afficheront qu'une modeste accélération de + 0,1 point par rapport à 2012 à + 1,3 %. Les sorties de récession de la zone euro (à + 0,4 % après - 0,5 % en 2012) et du Royaume-Uni (à + 1,1 % après - 0,4 %), s'avéreront limitées et en partie compensées par la modération de l'activité aux Etats-Unis (+ 2 %) et au Japon (+ 1,1 %).

La reprise de l'activité serait plus sensible pour les pays émergents à + 5,2 % soit + 0,6 point par rapport à 2012. Mais aucune région du monde ne retrouvera son dynamisme d'avant-crise de 2008-2009. Dans ce contexte, la tendance mondiale au rebond des défaillances d'entreprises observée en 2012 (+ 4 %) se prolongerait sur 2013 (+ 3 %), en particulier dans les pays de la zone euro.

Japon, Royaume-Uni et Norvège, seuls pays de l'échantillon Euler Hermes épargnés par la hausse de la sinistralité en 2012

Ce ralentissement global de l'activité et des échanges n'est pas sans conséquences pour le tissu économique. Certes, la dynamique des défaillances d'entreprises demeure fortement liée à des situations nationales aussi différentes en termes de démographie d'entreprises que de politique économique, mais la tendance au niveau mondial s'est sans conteste inversée au regard des chiffres disponibles pour les premiers mois de 2012. Pour la quasi-totalité des pays de l'échantillon d'Euler Hermes où la tendance était au repli des défaillances en 2011, celle-ci s'est déjà soit modérée (Etats-Unis, Canada, Allemagne, Autriche, Danemark, Chine, Corée, Hong-Kong), soit inversée (France, Pays-Bas, Russie, Suède, Brésil). Pour les autres pays, ceux déjà marqués par une hausse des défaillances en 2011, celle-ci s'est confirmée (Australie, Grèce, Italie, Irlande, Suisse) ou presque (Finlande), et sinon accentuée (Espagne, Luxembourg). Seuls le Japon et le Royaume-Uni font exception, avec des défaillances toujours en repli mais à un

rythme modéré, ainsi que la Norvège, avec un reflux très significatif des faillites.

Une augmentation de la sinistralité plus importante que prévue pour la zone euro

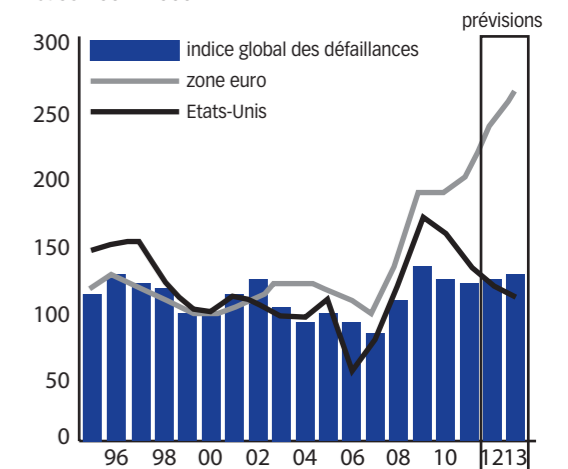
La progression des faillites s'annonce encore plus forte qu'anticipée pour la zone euro (+ 3,6 points par rapport à juin à + 17 %), notamment du fait des pays méditerranéens (+ 4,6 points à + 27 %) qui, pris ensemble, afficheront une sinistralité record après cinq années consécutives de hausse des faillites.

Aucun des autres pays de la zone euro ne sera en fait épargné, si ce n'est l'Allemagne (+ 0 %) grâce à la faible sinistralité du début d'année ; les hausses s'annoncent sensibles en France (+ 3 %), comme en Belgique et en Irlande (+ 7 % chacun), et significative aux Pays-Bas (+ 25 %).

A contrario, la performance annuelle resterait en baisse pour l'Asie (- 1 % contre + 4 % prévus en juin), après un nombre de défaillances plus limité qu'attendu sur le premier semestre de l'année, y compris en Chine.

Sur le continent américain (- 9 %), les deux évolutions prévues se confirment : d'un côté, la modération graduelle du repli des faillites aux Etats-Unis (- 10 %) et au Canada (- 3 %), et de l'autre, le net rebond

Indice global des défaillances base 100 = 2000



Sources : statistiques nationales, prévisions Euler Hermes

des défaillances au Brésil (+ 28 %), à partir toutefois d'un plus bas niveau historique en 2011.

«Sur l'ensemble de l'année 2012, notre Indice global des défaillances (IGD) devrait connaître un rebond de + 4 %, signant la fin des deux années de repli très modéré (- 10 % en cumulé sur 2010 et 2011) au regard de l'envolée des défaillances constatée au préalable avec + 58 % entre 2007 et 2009», commente Ludovic Subran, chef économiste du Groupe Euler Hermes.

2013 : une nouvelle hausse de l'Indice Global des Défaillances de + 3 %

Les perspectives économiques pour 2013 ne

suggèrent aucune amélioration d'ensemble sur le front des défaillances, le rétablissement de la croissance s'annonçant au mieux soit trop tardif, en particulier dans la zone euro, soit trop limité et inégal, dans le reste du monde, pour produire ses effets de façon visible sur le tissu économique dès 2013.

De façon très schématique, trois grands groupes de pays se distingueraient :

- le premier groupe réunirait ceux où la baisse des faillites se poursuivrait mais à un rythme plus modéré qu'en 2012 : Etats-Unis, Canada, Norvège, Corée ;
- le second regrouperait les quelques pays qui bé-

néficieraient d'un repli limité des défaillances après une ou plusieurs année(s) d'envolée des faillites et pour lesquels le volume annuel de faillites resterait élevé : Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Hongrie ; - enfin le troisième groupe rassemblerait la majorité des pays (63 % des pays de l'échantillon Euler Hermes), ceux marqués par une hausse des défaillances. Celle-ci serait généralement modérée (Japon, autres pays d'Asie, Allemagne, pays scandinaves) ou plus modérée qu'en 2012 (France, Italie, Belgique, Autriche, Irlande, Australie) mais les pays du sud de l'Europe afficheraient à nouveau une forte progression des faillites (+ 18 %) à cause de l'Espagne et de la Grèce. En fait, le Royaume-Uni

serait la principale exception à ce triptyque (- 3 % en 2013 après -1 % en 2012), avec la Russie.

«Au total, l'Indice global des défaillances d'Euler Hermes devrait afficher une nouvelle hausse en 2013 à + 3 %, pour la deuxième année consécutive. La sinistralité globale de l'année 2013 serait à nouveau très supérieure au point bas de 2007, sans pour autant renouer avec le niveau record de 2009», conclut Ludovic Subran.

Pour l'ensemble des pays de l'échantillon Euler Hermes (qui représentent 84 % du PIB mondial), cela représenterait plus de 327 000 défaillances, contre 345 800 en 2009 (dernier pic) et seulement 250 000 en 2007 (dernier point bas). ■



Ludovic Subran,
chef économiste
du Groupe Euler Hermes

Statistiques par pays des défaillances d'entreprises						
	% du PIB mondial (*)	% de l'indice global des défaillances (*)	Bilan 2011		2012	2013
			nombre	variation		
Etats-Unis	22,5	26,9	47806	-15%	-10%	-8%
Chine	10,9	13,0	3037	-18%	-5%	2%
Japon	8,8	10,4	12734	-4%	-3%	2%
Allemagne	5,3	6,4	30099	-6%	0%	1%
France	4,1	4,9	61284	-3%	3%	2%
Brésil	3,7	4,4	2800	-6%	28%	6%
Royaume-Uni	3,6	4,3	30751	6%	-1%	-3%
Italie	3,3	3,9	12094	7%	7%	2%
Russie	2,8	3,3	12794	-20%	5%	-4%
Canada	2,6	3,1	3643	-11%	-3%	-2%
Espagne	2,2	2,7	5910	18%	30%	22%
Australie	2,2	2,6	10481	9%	4%	3%
Corée du Sud	1,7	2,0	1359	-13%	-3%	-1%
Pays-Bas	1,2	1,5	7140	-1%	25%	-5%
Suisse	0,9	1,1	6661	6%	1%	0%
Suède	0,8	1,0	6958	-4%	10%	0%
Pologne	0,8	0,9	740	7%	15%	2%
Belgique	0,8	0,9	10224	7%	7%	5%
Norvège	0,7	0,9	4355	-2%	-10%	-4%
Taiwan	0,7	0,8	256	-4%	2%	8%
Autriche	0,6	0,7	5869	-8%	3%	1%
Danemark	0,5	0,6	5468	-15%	-1%	2%
Grèce	0,4	0,5	1077	33%	30%	10%
Finlande	0,4	0,5	3446	1%	5%	0%
Singapour	0,4	0,5	113	-20%	20%	3%
Hong Kong	0,4	0,4	333	-24%	-1%	3%
Portugal	0,4	0,4	4746	19%	48%	-2%
Irlande	0,3	0,4	1638	7%	7%	1%
République tchèque	0,3	0,4	1778	11%	5%	6%
Hongrie	0,2	0,2	19884	12%	16%	-9%
Slovaquie	0,1	0,2	990	12%	2%	5%
Luxembourg	0,1	0,1	973	5%	13%	-5%

Sources : statistiques nationales, prévisions Euler Hermes
* pondération PIB 2011 à taux de change courants

prévisions

Prévisions économiques					
Evolution du PIB	Poids (*)	2010	2011	2012	2013
Monde	100,0	4,3%	3,0%	2,5%	2,8%
Etats-Unis	22,5	2,4%	1,8%	2,2%	2,0%
Canada	2,6	3,2%	2,4%	2,0%	2,2%
Japon	8,8	4,6%	-0,7%	2,2%	1,1%
Australie	2,2	2,5%	2,1%	3,0%	3,1%
Zone euro	19,5	2,0%	1,5%	-0,5%	0,4%
Allemagne	5,3	4,0%	3,1%	0,8%	1,1%
France	4,1	1,6%	1,7%	0,1%	0,3%
Italie	3,3	1,8%	0,5%	-2,3%	-0,7%
Espagne	2,2	-0,3%	0,4%	-1,8%	-1,2%
Pays-Bas	1,2	1,6%	1,1%	-0,4%	0,6%
Belgique	0,8	2,4%	1,8%	-0,1%	0,7%
Autriche	0,6	2,3%	2,7%	0,8%	1,3%
Finlande	0,4	3,3%	2,7%	0,2%	1,1%
Grèce	0,4	-3,5%	-6,9%	-5,9%	-0,9%
Irlande	0,3	-0,8%	1,4%	0,3%	1,7%
Portugal	0,4	1,4%	-1,7%	-2,9%	-0,2%
Royaume-Uni	3,6	1,8%	0,8%	-0,4%	1,1%
Suède	0,8	6,3%	3,9%	0,9%	1,4%
Danemark	0,5	1,3%	0,8%	0,0%	1,0%
Norvège	0,7	0,6%	1,5%	3,9%	2,2%
Suisse	0,9	3,0%	1,9%	1,0%	1,3%
Europe centrale et orientale	7,0	4,5%	4,6%	2,6%	3,1%
Russie	2,8	4,3%	4,3%	3,8%	4,0%
Asie (hors Japon)	20,4	9,1%	7,2%	6,1%	6,6%
Chine	10,9	10,4%	9,2%	7,6%	8,1%
Inde	2,8	8,5%	6,5%	6,5%	7,0%
Amérique Latine	8,3	6,2%	4,2%	2,9%	3,6%
Brésil	3,7	7,5%	2,7%	1,7%	3,6%
Afrique et Moyen Orient	2,6	4,7%	3,4%	4,1%	4,2%

variation d'une période sur l'autre
Sources : HS Global Insight, prévisions Euler Hermes
* pondération PIB 2011 à taux de change courants

prévisions

Focus sur le 3^e baromètre export Euler Hermes



Ludovic Sénécaut,
président du directoire
d'Euler Hermes France

« Face à un indice des défaillances des principaux partenaires export de la France en rebond de 15 % en 2012, les entreprises souhaitent se tourner davantage vers les pays émergents. »

Fondé sur une enquête menée auprès de 938 entreprises, le baromètre export d'Euler Hermes 2012 dresse un panorama des grandes tendances de l'export. Celui-ci souligne la trop forte concentration du commerce extérieur de la France sur des pays européens en difficulté et une dynamique export qui resterait menacée à l'horizon 2013.

L'indice des défaillances des principaux partenaires export de la France connaîtra

un rebond de 15 % en 2012 et 9 % en 2013 comparativement à l'indice global des défaillances qui sera respectivement de 4 % en 2012 et 3 % en 2013. « Face à un environnement dégradé des principaux partenaires de la France, notre baromètre export indique un choix plus marqué des entreprises pour les pays émergents à plus forte croissance : Chine, Russie, Maroc, Algérie et Brésil. Toutefois, cette velléité des entreprises est freinée par le risque d'impayé considéré comme la menace principale à l'export », indique Ludovic Sénécaut, président du directoire d'Euler Hermes France.

Les enseignements tirés de l'étude sont multiples :

- depuis 2000, Euler Hermes souligne une perte nette de 14 700 exportateurs en France – qui passent ainsi de 131 800 à 117 100 – soit une baisse de – 11 % en 11 ans. Le nombre de PME exportatrices est lui passé de 120 000 à 95 000 entre 2002 et 2012. Par ailleurs, les sociétés qui exportent reculent pour la première fois. Sur dix qui tentent leurs chances, trois seulement poursuivent leurs efforts la seconde année. 1 % des exportateurs réalisent ainsi plus de 70 % des exportations ;
- le commerce extérieur de la France est

trop concentré sur les pays européens en difficulté, Italie et Espagne en tête. L'étude indique qu'un repli des exportations vers l'Europe du sud en 2013 sera toutefois difficile à compenser. En effet, les enjeux sont importants, l'Espagne et l'Italie représentant une exportation sur quatre au sein de l'Union européenne et 30 % des entreprises françaises exportant vers au moins l'une de ces deux destinations ;

- à peine 20 % des exportations françaises sont à destination des pays émergents, qui tirent le commerce mondial. Cependant, certaines évolutions sont positives quant aux intentions d'exportation : la Chine grimpe dans le classement au 7^e rang et la Russie rentre dans le top 10 des débouchés. Le Maroc et l'Algérie montent dans les intentions de destination export aux 6^e et 7^e rangs. Le Brésil entre dans le classement, alors que l'Italie, elle, en sort ;
- dernier enseignement de ce baromètre, les entreprises interrogées placent le risque d'impayé en tête des freins à l'export. L'instabilité de l'environnement politique des pays cibles arrive en seconde place devant le manque d'informations et le manque de collaborateurs spécialisés. ■



Euler Hermes France
1, place des Saisons
92 048 Paris La Défense Cedex
tél : + 33 (0)1 84 11 50 50
fax : + 33 (0)1 84 11 50 17
www.eulerhermes.fr

Si vous souhaitez contacter les auteurs de cette lettre, vous pouvez vous adresser à :

Isabelle Girardet : isabelle.girardet@eulerhermes.com
Ludovic Subran : ludovic.subran@eulerhermes.com



Supplément du numéro 1200 du 10 décembre 2012
Option Finance - 91 bis, rue du Cherche-Midi 75006 Paris - Tél. 01 53 63 55 55
SAS au capital de 2 043 312 € RCB Paris 343256327
Directeur de la publication : Jean-Guillaume d'Ornano
Service abonnements : 18-24, quai de la marne 75164 Paris Cedex 19 - Tél. : 01 44 84 80 45
Impression : Megatop - Naintre - N° commission paritaire : 0411 T 83896